

À RETOURNER SIGNÉ À : REGARDBTP - 7 RUE DU REGARD - 75006 PARIS - ATTENTION FORMULAIRE RECTO/VERSO

## MODIFICATION DES MODALITÉS D'ABONDEMENT PLANS D'ÉPARGNE SALARIALE DE L'AUTOMOBILE

### IDENTIFICATION DE VOTRE ENTREPRISE

Raison sociale\* .....

Adresse Siège social\* .....

Code postal\* [ ] [ ] [ ] [ ] Ville\* .....

Code NACE\* [ ] [ ] [ ] [ ] (à défaut) Code NAF-APE [ ] [ ] [ ] [ ] Mois de clôture fiscale\* [ ] [ ] Effectif salarié\* [ ] [ ] [ ] [ ]

Secteur d'activité / Convention collective\* : .....

Représentant légal : Nom\* : ..... Prénom\* : .....

Fonction\* : ..... Statut\* :  TNS  Travailleur salarié

Téléphone fixe [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Téléphone portable\* [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

E-mail\* .....

Contact pour la gestion\* :  Représentant légal  Autre

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction\* : ..... Téléphone fixe [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Téléphone portable\* [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

E-mail\* .....

\* Les informations signalées par un astérisque sont obligatoires. A défaut, votre demande ne pourra être traitée.

### PRÉCONISATIONS PRÉALABLES À TOUTE MODIFICATION DES MODALITÉS D'ABONDEMENT PAR L'ENTREPRISE

- Les présentes modifications sont fixées par l'entreprise adhérente en conformité avec le règlement du PEI / PERCO-I IAP sous sa seule responsabilité.
- Ces modifications ne peuvent en aucun cas être rétroactives. Tout bulletin mentionnant une date d'effet rétroactive ne sera pas pris en compte.
- Il appartient à l'entreprise de veiller au respect de son obligation d'information des bénéficiaires, étant rappelé que **les salariés concernés doivent connaître les modalités d'abondement en vigueur lors de leurs versements.**
- Pour la prise en compte de toute modification à effet à compter du 1er janvier de l'année civile suivante, le bulletin devra impérativement être réceptionné par REGARDBTP avant le 15 décembre de l'année civile en cours.
- Les règles d'abondement ci-dessous retenues par l'entreprise sont fixées pour l'année civile, et seront renouvelées à l'échéance par tacite reconduction pour une nouvelle période annuelle, sauf modification par l'entreprise adhérente portée à la connaissance de REGARDBTP au moyen du bulletin de " Modification des modalités d'abondement ".

### MODIFICATION DES MODALITÉS D'ABONDEMENT AU PEI IAP

L'Entreprise déclare être adhérente au PEI IAP et

décide de modifier les modalités applicables sur :

- les versements volontaires
- la participation
- l'intéressement

selon les règles ci-dessous :

| Taux d'abondement (max. 300 %) | Plafond d'abondement brut (max. plafond légal PEI) |  |
|--------------------------------|--|--|
| %                              | €  | ou <input type="checkbox"/> Plafond légal (8% du PASS) |

L'abondement ainsi défini s'entend dans le respect du plafond légal de 8% du Plafond Annuel de la Sécurité sociale (PASS), par an et par salarié.  
Taux d'abondement ouverts au choix de l'Entreprise par l'accord de branche : 25 % / 50% / 75 % / 100 % / 150 % / 200 % / 250 % / 300 %.  
Plafonds d'abondement ouverts au choix de l'Entreprise par l'accord de branche : 150€ / 300€ / 500€ / 1 000€ / 1 500€ / 2 000€ / 2 300€ / 8 % du PASS.

décide de supprimer l'abondement sur :

- les versements volontaires
- la participation
- l'intéressement



## > MODIFICATION DES MODALITÉS D'ABONDEMENT AU PERCO-I IAP

L'Entreprise déclare être adhérente au PERCO-I IAP et

décide de modifier les modalités applicables sur :

- les **versements volontaires**
- la **participation**
- l'**intéressement**
- l'**épargne temps (CET<sup>(1)</sup>/CP/RTT)**

selon les règles ci-dessous :

| Taux d'abondement (max. 300 %) | Plafond d'abondement brut (max. plafond légal PERCOI) |  |
|--------------------------------|---|--|
| %                              | €   | ou <input type="checkbox"/> Plafond légal (16 % du PASS) |

L'abondement ainsi défini s'entend dans le respect du plafond légal de 16 % du Plafond Annuel de la Sécurité sociale (PASS), par an et par salarié.

(1) Seuls les jours de congés épargnés par le salarié sur le compte épargne temps (CET) peuvent être abondés.

Taux d'abondement ouverts au choix de l'Entreprise par l'accord de branche : 25 % / 50 % / 75 % / 100 % / 150 % / 200 % / 250 % / 300 %.

Plafonds d'abondement ouverts au choix de l'Entreprise par l'accord de branche : 150€ / 300€ / 500€ / 1 000€ / 1 500€ / 2 000€ / 2 300€ / 4 000€ / 4 600€ / 16 % du PASS.

décide de supprimer l'abondement sur :

- les **versements volontaires**
- la **participation**
- l'**intéressement**
- l'**épargne temps (CET/CP/RTT)**

## > DATE D'EFFET DES MODIFICATIONS DES MODALITÉS D'ABONDEMENT

L'ensemble de ces modifications prendra effet le 1er janvier

Fait à ..... Le  (en 2 exemplaires).

Je soussigné, agissant au nom de l'entreprise susvisée, m'engage parallèlement à informer l'ensemble du personnel des présentes modifications des modalités d'abondement avant leur mise en œuvre.

|   |
|---|
| <b>Pour l'ENTREPRISE</b><br>Signature du représentant légal précédée de la mention « Lu et approuvé » et cachet de l'entreprise |
|---|

|                       |
|-----------------------|
| <b>Pour REGARDBTP</b> |
|-----------------------|

Les données personnelles relatives à nos clients, recueillies via ce formulaire, sont traitées sur la base de votre consentement par REGARDBTP, responsable de traitement, pour les finalités suivantes : (i) exécution de nos prestations contractuelles et gestion de la relation client (ii) réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de nos collaborateurs, preuve de la conclusion des contrats le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales et réglementaires de REGARDBTP.

Les données personnelles relatives à nos clients sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle, augmentée d'une durée de trois ans.

Elles sont communiquées pour les seules finalités précitées aux services concernés du responsable de traitement, ainsi qu'à ses sous-traitants, notamment l'Association de moyens PRO BTP, et, si nécessaire, à des intermédiaires, prestataires et partenaires. Elles pourront, le cas échéant, être transmises aux autorités administratives ou judiciaires. Vous pouvez à tout moment exercer votre droit de recours auprès de l'Autorité compétente en matière de protection des données personnelles (CNIL).

Pour une information plus détaillée concernant le traitement de vos données personnelles, merci de vous reporter à la Politique générale de protection des données figurant sur notre site internet.

